

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ 2015 OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT C'EST POSSIBLE!

SOMMET DES NATIONS UNIES
20-22 septembre 2010, New York
Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale



C'EST POSSIBLE!

OBJECTIF 8

FICHE D'INFORMATION

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

CIBLES

1. Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire
2. Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des petits États insulaires en développement
3. Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement
4. En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement
5. En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier celles de l'information et de la communication, soient accordés à tous.

Les Faits

- * L'aide publique au développement en est à 0,31 pour cent du revenu national combiné des pays développés, soit bien en deçà de la cible onusienne de 0,7 pour cent. Cinq pays donateurs seulement ont atteint ou dépassé cette cible.
- Le poids de la dette a diminué pour les pays en développement et reste en dessous de ses niveaux historiques.
- Une personne sur six seulement a accès à Internet dans le monde en développement.

OU EN SOMMES-NOUS ?

Le niveau de l'aide publique au développement (APD) est de plus en plus élevé, en dépit de la crise financière, mais l'Afrique n'en reçoit pas assez et l'aide reste en-dessous des attentes. Les décaissements nets d'APD ont atteint un montant historique de près de 120 milliards de dollars en 2009. En termes réels, cela représente une légère hausse de 0,7 pour cent par rapport à 2008, même si l'APD en dollars actuels a baissé de plus de deux pour cent.

Les pays donateurs réunis au Sommet du G8 de Gleneagles et au Sommet mondial des Nations Unies en 2005 se sont engagés à augmenter l'APD pour atteindre 146 milliards de dollars en 2010. Or, à l'heure actuelle, le niveau 2010 devrait se situer aux alentours de 126 milliards de dollars. Cette pénurie de fonds affecte tout particulièrement l'Afrique, qui ne devrait recevoir que 11 des 25 milliards de dollars supplémentaires promis à Gleneagles.

Pour la plupart des pays donateurs, l'aide reste largement en deçà de la cible onusienne de 0,7 pour cent du produit national brut. Cinq pays donateurs seulement ont atteint ou dépassé la cible onusienne : le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède. En termes de volume d'aide, en 2009, les plus gros donateurs ont été les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon.

L'aide se focalise de plus en plus sur les pays les plus pauvres, les pays les moins avancés recevant environ un tiers du total des flux d'aide.

Les pays en développement bénéficient à présent d'un accès aux marchés des pays développés. La proportion des importations des pays développés, à l'exclusion des armes et du pétrole, en provenance des pays en développement a atteint près de 80 pour cent en 2008, ce qui représente un véritable bond par rapport aux 54 pour cent de la décennie précédente.

Les pays les moins avancés bénéficient de réductions de droits de douane. Les droits de douane que touchent les pays développés sur les produits agricoles, les textiles et les vêtements restent élevés. Mais les pays les moins avancés bénéficient toujours de tarifs préférentiels, surtout sur les produits agricoles (1,6 pour cent, contre 8 pour cent pour les autres pays en développement).

Le poids de la dette s'est atténué pour les pays en développement et reste largement en-dessous de ses plus hauts historiques. Quarante pays remplissent les conditions pour un allègement de la dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Trente-cinq d'entre eux ont vu leurs futurs remboursements réduits de 57 milliards de dollars et 28 ont reçu une aide supplémentaire de 25 milliards de dollars au titre de l'initiative multilatérale pour l'allègement de la dette. Mais les principales initiatives actuelles d'allègement de la dette arrivent à terme et un certain nombre de pays à faible revenu et de petits pays à moyen revenu sont surendettés ou courent un risque de surendettement.

L'accès aux technologies de l'information et des communications (TIC) s'étend. Au plan mondial, quelque 4,6 milliards de personnes avaient accès à la téléphonie mobile fin 2009 - l'équivalent d'un abonnement au téléphone

cellulaire pour 67 habitants sur cent. La croissance de la téléphonie mobile est toujours la plus forte dans le monde en développement, où la pénétration a passé la barrière des 50 pour cent fin 2009. En Afrique subsaharienne, où seulement un pour cent des habitants a accès au téléphone fixe, plus de 30 pour cent ont à présent accès aux téléphones mobiles.

L'accès à Internet s'étend toujours, mais ne concerne toujours pas la majorité des habitants de la planète. Fin 2008, 1,6 milliards de personnes, soit 23 pour cent de la population mondiale, se servait d'Internet. Dans les régions développées, le pourcentage reste bien plus élevé que dans le monde en développement, où seulement une personne sur six est en ligne. En Asie du Sud, en Océanie et en Afrique subsaharienne, à peine 6 pour cent de la population avait accès à Internet.

CE QUI A MARCHÉ

- **Augmenter la part du commerce mondial pour les pays en développement :** La part du commerce mondial qui revient aux économies en développement ou en transition est passée à plus de 40 pour cent, contre 35 pour cent en 2000, en dépit de l'impossibilité de conclure le cycle de négociations commerciales pour le développement de Doha. Les économies en développement ou en transition attirent à présent une bonne moitié des investissements directs étrangers (IDE) et sont à la source d'un quart des flux extérieurs dans le monde. Les flux d'IDE en provenance de ces pays sont cinquante fois plus importants en volume qu'en 1990.
- **Renforcement de la coopération sud-sud :** Selon le Rapport du Secrétaire Général sur l'état de la coopération sud-sud (2009), 40 pour cent des IDE des pays du sud vont directement dans les pays les moins avancés qui sont hautement vulnérables et dont beaucoup sortent à peine d'un conflit. Les IDE émanant d'Afrique du Sud, par exemple, comptent pour plus de la moitié des flux destinés au Botswana, à la République démocratique du Congo, au Lesotho et au Malawi, ce qui représente un facteur de plus grande stabilité, moins de pauvreté et une plus grande cohérence régionale en Afrique subsaharienne.
- **Transformer la dette en fonds publics :** Plusieurs pays ont mis en place des conversions de créances en programmes de développement et des Fonds virtuels de pauvreté qui transforment la dette en fonds publics servant à combattre la pauvreté. En Égypte, qui a conclu un accord de conversion de créances en programmes de développement avec l'Italie, 53 projets de développement, avec un budget de 149 millions de dollars, ont été mis en place entre 2001 et 2006. Au Ghana, au Honduras, au Nigeria, en Tanzanie, au Tchad et en Zambie, des fonds virtuels de pauvreté ont eu un impact positif sur les indicateurs de développement et les dépenses publiques.

QUE FAIT L'ONU ?

- La Troisième **Conférence sur les pays les moins avancés** (Bruxelles, 2001) a permis de galvaniser l'appui international en faveur des 50 économies nationales les plus vulnérables et a défini les termes pour stimuler l'aide publique au développement et l'accès au commerce et améliorer la gouvernance démocratique. Une conférence de suivi se tiendra à

Istanbul (Turquie) en 2011 pour évaluer les résultats du plan d'action décennal et adopter de nouvelles mesures pour la décennie à venir pour les pays les moins avancés.

- Un nouveau consensus nord-sud sur le développement s'est dessiné, en dépit de désaccords antérieurs, lors de la **Conférence internationale sur le financement du développement** (Monterrey, Mexique, 2002). Parmi les avancées, citons un accord sur les principes d'une croissance économique durable et des engagements des pays donateurs qui mettent fin à une stagnation longue de dix ans, voire à un déclin de l'aide publique au développement. Une conférence de suivi à Doha (Qatar) en 2008 a approuvé des mesures fortes pour limiter la crise économique en cours, relancer la croissance économique et réformer l'architecture financière internationale.
- La **Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération sud-sud** (Nairobi, 2009) a démontré que la coopération entre pays en développement – par le biais de l'aide, des échanges commerciaux, de l'assistance technique et des investissements – joue un rôle éminent dans les progrès en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a poussé les pays du sud à faire progresser ce précieux partenariat.
- En mai 2009, au début de la **pandémie de H1N1**, le Secrétaire Général Ban Ki-moon et la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont obtenu l'accord des compagnies pharmaceutiques pour qu'elles fassent don d'au moins 10 pour cent de leur production de vaccins aux pays pauvres.
- L'Alliance GAVI (**Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination**) – un partenariat de santé public mondial privé/public regroupant l'OMS, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et la Banque mondiale – s'efforce d'accélérer l'accès aux vaccins, de renforcer les systèmes de vaccination et d'introduire des technologies novatrices dans ce domaine. Depuis ses débuts en 2000, l'Alliance GAVI a contribué à prévenir plus de 1,7 millions de décès.
- Au début de la révolution Internet, l'ONU et son Conseil économique et social (ECOSOC) ont joué un rôle majeur pour vanter les avantages que présente le nouvel ordre numérique pour les pays en développement, et avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), pour améliorer leur rôle dans la **gouvernance Internet**. L'Alliance mondiale TIC et Développement, autre organe de l'ONU, aide à combler le fossé numérique en facilitant des partenariats privé-public.

Sources: *Rapport 2010 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*, Nations Unies ; Base de données OMD de l'ONU (<http://mdgs.un.org>) ; site web du moniteur des OMD (www.mdgmonitor.org) ; *Que faut-il faire pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement — Une évaluation internationale, 2010*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ; *Bonnes pratiques OMD 2010*, Groupe des Nations Unies pour le développement ; *Rapport mondial sur les investissements 2010*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ; *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2010*, Département des Affaires économiques et sociales (DAES).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter mediainfo@un.org ou voir à l'adresse suivante www.un.org/millenniumgoals.